

Assassinats, clans et état de terreur

Nous vous avons déjà fait part du rôle des clans dans la structure du pouvoir aux Philippines. L'actualité vient de l'illustrer tristement : le 23 novembre 2009, le massacre de Maguindanao, une des provinces de l'île de Mindanao, au sud de l'archipel, a fait 57 morts. Les victimes sont surtout des proches et des partisans d'un candidat au poste de gouverneur, Esmael Mangudadatu, en route pour enregistrer officiellement leur candidat sur les listes électorales, mais 18 journalistes et plusieurs députés figurent au nombre des morts. Le groupe avait été capturé par des miliciens soutenant l'actuel gouverneur, Andal Ampatuan, membre d'une famille influente du sud des Philippines. Son fils, Andal Ampatuan Jr., maire de la ville de Datu Unsay, est le principal suspect. La présidente des Philippines, Gloria Macapagal Arroyo, a promis de punir les responsables du massacre et le suspect a déjà été exclu de la coalition gouvernementale. La famille Ampatuan fait cependant partie des alliés politiques de la présidente. Cette dernière est sous le feu des critiques : les opposants au pouvoir doutent que les responsables de ce massacre, décrit comme le pire cas de violence électorale jamais vu aux Philippines, soient un jour appréhendés.

Les violences politiques sont particulièrement courantes à Mindanao, une île ensanglantée depuis plusieurs décennies par l'insurrection de groupes armés musulmans réclamant leur indépendance. En 2007, une centaine de personnes avaient été assassinées au cours d'une campagne électorale locale. Les vendettas entre familles concurrentes s'expliquent par le fait que le gouvernement central s'est souvent appuyé dans l'île de Mindanao sur de puissants clans locaux pour résister aux insurgés de la guérilla musulmane du Front moro de libération nationale (MNLF). Différentes familles sont ainsi entrées en compétition pour le pouvoir local. Les quatre provinces à majorité musulmane de Mindanao possédant le statut d'entités semi-autonomes, les gouverneurs en profitent pour se tailler de véritables fiefs qu'ils entendent garder sous le contrôle de leurs familles. Le clan de l'actuel gouverneur accusé d'avoir organisé l'embuscade "régnaît" sur la province depuis une dizaine d'années.

Quatre mille hommes armés travaillent pour les Ampatuan, comme c'est le cas pour les autres clans puissants des Philippines. C'est, évidemment, un élément de pouvoir. Comme partout ailleurs dans le pays, le gouvernement a renforcé les intérêts des Ampatuan en leur fournissant du matériel militaire et une couverture légale pour accréditer leurs activités. Recrutés parmi la population, sans aucune formation préalable, des individus sont armés jusqu'aux dents et organisés en commandos paramilitaires - officiellement en tant que groupes contre-révolutionnaires.

Les fameux CAFGUs (Force des Citoyens Armés en Unités Géographiques) et les CVO (Organisation des Civils Volontaires) en sont deux exemples parmi d'autres. Le contrôle pris par les élites locales sur ces unités et sur les forces de police locales a plus de poids que la légalité constitutionnelle.

Centres de pouvoir familiaux

Les centres de pouvoir ne sont ni les partis politiques, ni le gouvernement, ni le parlement, ni la Court Suprême. Le vrai pouvoir est détenu virtuellement par des clans familiaux qui détiennent leurs richesses grâce au contrôle terrien. Contrôlant pratiquement tous les votes des régions qu'ils gouvernent, ils déterminent ainsi qui parmi eux dirige le pays. Aux Philippines, les programmes politiques ne signifient rien. Les partis traditionnels ne sont rien d'autre que des plateformes pour des alliances familiales informelles. De tels arrangements sont simples et effectifs. Par exemple, au cours des dernières élections, les Ampatuan étaient des alliés sûrs du clan Macapagal-Arroyo, leur garantissant des millions de votes dans le cas du scandale Hello-Garci en 2004, et, aux élections de 2007, une victoire irréaliste de 12-0 au sénat contre les candidats de l'opposition.

Les clans dirigeants ne laissent place à aucune faille. Une des leçons à retenir est que la personne qui ose interférer avec eux risque sa vie.

Les clans fonctionnent de manière féodale

Des analystes comparent le fonctionnement des clans à un système semi-féodal. Leurs critiques questionnent jusqu'à la légitimité du modèle du pouvoir philippin. Les sympathisants de cette école de pensée sont perçus comme les ennemis de l'Etat. Depuis la prise du pouvoir par le clan Macapagal-Arroyo voici près de 9 ans, 1.118 personnes ont été victimes de meurtres extra judiciaires, tandis que 204 autres ont été kidnappées et ont disparu.

Des experts en droits humains internationaux ont clairement pointé l'état et les agents de l'état comme les commanditaires de ces crimes graves. Le régime de terreur contre les sympathisants de la gauche est constant – avec des périodes de pointe avant les élections, et des périodes plus calmes quand la communauté internationale s'alarme. Une analyse plus poussée montre qu'il y a convergence d'objectifs entre les clans locaux et les clans émergents au niveau national. La force mobilisatrice est l'accès individuel aux fonds publics. L'enrichissement est basé sur des mécanismes non économiques, sur le pillage pour parler clairement.

Parfois, des clans rivaux contestent le pouvoir politique du clan dirigeant – ce fut le cas à Maguindanao où les Ampatuan ont été défiés par les Mangudadatu. La neutralisation d'un clan rival par des assassinats stratégiques n'est pas étrangère à la politique aux Philippines, particulièrement à l'approche des élections. Le récent incident de Maguindanao est extraordinaire de par le nombre élevé de victimes – mais pas par l'acte lui-même.

Il sera intéressant d'analyser les résultats électoraux de la province en 2010 et le rôle futur de ces deux clans rivaux dans la politique locale. Après tout, la famille Marcos est de retour sur la scène politique du pays, Enrile n'est jamais parti et Danding Cojuangco est de nouveau un facteur clé du pouvoir. *[note : Marcos = famille du dictateur Ferdinand Marcos ; Enrile : ancien bras droit de Marcos, ensuite passé dans des partis d'opposition selon la couleur politique du moment ; Danding Cojuangco : riche propriétaire terrien, notablement connu pour ses armées privées et ses interventions musclées contre la réforme agraire dans les villages de fermiers de différentes régions, dont Negros].*

Saison de violence

Le message du renégat potentiel est un véritable avertissement. Ce message s'est répandu dans toutes les provinces, dans toutes les îles, dans tout l'archipel. Plus l'état traîne pour imposer sa force physique, plus obscures deviennent ses structures. Dans des circonstances normales, la déclaration de l'état d'urgence ou même de la loi martiale serait une option appropriée. Dans le contexte actuel, cependant, ces outils ne résolvent pas la situation. Au contraire, ils consolident le pouvoir qui a pavé le chemin du massacre de Manguindanao. Tant que Manille ne résout pas la situation dans les provinces, les CAFGUs et les CVOs continueront leurs crimes et leurs meurtres sans être punis. C'est une saison de violence. Le drame actuel à Agusan del Sur et la décapitation des otages de Basilan doivent être analysés sur cette base.

Negros aussi est dirigée par ces clans. Les familles de la présidente Arroyo et de Danding Cojuangco ont leur base ici. La politique locale est dans les mains des propriétaires terriens traditionnels. Un petit groupe de familles utilisent des mécanismes similaires de suppression de leurs rivaux que ceux utilisés à Maguindanao. L'entièreté du système politique – des maires communaux jusqu'au sénat et à la présidence – pave le chemin de la richesse personnelle démesurée au sein des services publics. Mais l'accès à la terre du miel et du lait n'est pas gratuit. A tous les niveaux, des campagnes électorales à succès nécessitent bien plus d'argent que la rémunération reçue en cours de mandat législatif. Malgré tout, c'est lucratif : les politiciens et leurs réseaux d'alliés deviennent encore plus riches dans un système qui est totalement corrompu. Le secteur public passe des mains des parents à celles de leurs enfants, des frères vers les sœurs, et retourne aussi des enfants vers les parents.

Avertissements

La politique est une affaire de famille. Tout qui essaie d'interférer risque sa vie, et ce même au niveau professionnel. George Ortaliz était fonctionnaire au bureau des eaux de la cité de Kabankalan. Il ne supportait plus la distribution d'eau contaminée et critiqua avec virulence la corruption au sein du service des eaux. Mais, malheureusement, son action a rendu les coupables plus riches encore. La purification de l'eau potable est devenue un business national très lucratif. Cette situation se retrouve dans d'autres services publics : après l'émergence d'une catastrophe, des structures alternatives sont offertes ... uniquement à ceux qui peuvent payer pour se les offrir. Seuls les plus riches peuvent donc avoir accès à l'eau potable, à une éducation de qualité, et à des traitements médicaux appropriés.

En janvier 2005, Ortaliz a reçu par deux fois une balle dans la tête. Il a survécu. Jusqu'à aujourd'hui, l'eau fournie au public n'est pas toujours potable. De nouveau, le message est clair : avertissement ! Jamais les personnes servant le public ne devraient dénoncer les fraudes, la corruption ou la mauvaise utilisation de fonds – aucun médecin, aucun ingénieur, aucune infirmière, aucune sage-femme, aucun vétérinaire. La population reste à la merci de l'élite nationale et locale tant qu'elle ne se regroupe pas pour se dresser pour défendre ses droits.

Des ONGs comme PDG ont un rôle important dans la formation des structures civiles et la défense de la participation démocratique du peuple. La mobilisation des 20 et 21 octobre 2009 a été une démonstration impressionnante du pouvoir potentiel de la population rurale. Au cours de la longue marche sous la pluie, la population a crié ses droits à l'accès à la terre, à la nourriture, au travail et à la justice, et ce avec beaucoup de confiance en elle. Deux colonnes de plus de 1.500 travailleurs ruraux ont émergé à Kabankalan dans la soirée du 20 octobre. Ils ont partagé avec le public leurs expériences d'interventions militaires ou de disparition de leaders, ou encore les succès de leurs communautés lors d'occupations terriennes.

Propagande vicieuse

Dès le 20 octobre, toute la ville de Kabankalan était couverte d'affiches de propagande présentant les groupes organisateurs de la manifestation comme des membres du parti communiste des Philippines et de la Nouvelle Armée du Peuple (CPP-NPA). Réalisée par les militaires, cette propagande était une brèche dans les droits démocratiques. La population rurale défendait ses droits constitutionnels – rien de plus, rien de moins. Dans un acte anticonstitutionnel, les militaires ont interféré avec un exercice civique et ont tenté de faire barrage aux libertés civiles – rien de moins.

Fréquemment, des organisations civiles sont accusées de faire partie des fronts liés au CPP-NPA. Philip Alston, rapporteur spécial des nations-unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires, ou arbitraires, a dénoncé de façon très critique cette pratique et a demandé son arrêt immédiat – en vain. Des demandes explicites des experts nationaux et internationaux pour le respect des droits de l'homme sont ignorées par le clan au pouvoir des Macapagal-Arroyo et des militaires. Souvent, les militaires et les élites locales utilisent des CVOs pour orchestrer des protestations contre PDG et leurs partenaires.

Aux alentours de la mobilisation d'octobre, les militaires ont intensifié leurs opérations dans les terres intérieures d'Himamaylan et de Sipalay. Plusieurs communautés partenaires de PDG ont été très affectées. De nouveau, des gens ont du fuir leur maison. Capturés et détenus par les militaires, certains résidents, dont des mineurs, ont été torturés. D'autres se sont échappés pour se cacher dans la forêt. Certains d'entre eux ont trouvé refuge chez

PDG. L'un souffrait de complications dues à la fièvre typhoïde. La tuberculose a été diagnostiquée chez 2 enfants.

Un programme de traitement gratuit de la tuberculose, financé par les nations-Unies, existe, mais aucun d'entre eux n'a pu en bénéficier. La procédure standard demande aux patients de passer par le centre de soin de leur quartier, ce qui n'est actuellement pas une option, les militaires continuant leur chasse à l'homme. De façon à ne pas mettre leur vie plus en danger, ce groupe de fermiers doit rester caché. En plus de fournir la nourriture, le logement et d'autres besoins de base, PDG a donc financé les traitements médicaux nécessaires, particulièrement coûteux dans le cas de la tuberculose, qui requiert des soins de toute la famille.

Des réfugiés sont hébergés par PDG

33 réfugiés ont été hébergés sur le site de PDG. Les donations reçues de Belgique et des Philippines ont été suffisantes pour répondre aux besoins de ces réfugiés et financer les activités du 20 et 21 octobre.

Deux fédérations membres du réseau partenaire de PDG ont adopté deux familles de réfugiés. Habitant des maisons simples en bambou, ils sont maintenant intégrés dans la vie de la communauté. Ils travaillent dans les fermes communautaires de PDG en attendant le temps où ils pourront retourner dans leur village. Cependant, ces villages sont justement situés dans des zones couvertes par des applications minières. Il est possible que le scénario d'intimidation dans la région d'Himamaylan ne soit qu'une manière de décourager la population, afin de laisser le champ libre aux opérations minières. Les zones couvertes par ces applications constituent environ 1/3 de la surface de la province.

PDG, avec Karapatan, le mouvement du 21 septembre et d'autres groupes, organise des missions de documentation, de collecte de données et d'informations sur la situation des populations rurales. Pour des raisons de sécurité, PDG et ses partenaires se déplacent avec une large équipe composée de douzaines de participants. Cependant, le massacre de Maguindanao prouve brutalement que tout est malheureusement possible. C'est le climat d'impunité qui rend de tels incidents faisables. La frontière est très fine entre les assassinats, la torture, les déplacements de petits fermiers, les assassinats des activistes civils, le muselage des initiatives civiles et de la presse, d'un côté, et le massacre de Maguindanao de l'autre. Pour arrêter ceci, les responsables d'assassinats et de massacres doivent se retrouver au tribunal !

Solidarité internationale

Pour y arriver, la solidarité de nos amis aux Philippines et à l'étranger est importante. La mobilisation des 20 et 21 octobre a été rendue possible grâce à l'aide de tous. Localement nous avons reçu 9 sacs de riz. Nos amis en Europe ont versé 990 € via l'asbl Autre Terre, dont un don anonyme. Tous les donateurs recevront un résumé complet des donations et des dépenses.

Merci, tellement. Merci aussi à tous ceux qui n'ont pu contribuer financièrement mais qui nous ont soutenu de différentes manières, par des notes de solidarité par exemple, ou en devenant des voix, nos voix, qui se joignent à nous haut et fort pour plus de justice et de démocratie.

Nous vous souhaitons de très belles fêtes de Noël ! PDG, décembre 2009